



La Roquebrussanne

DEPARTEMENT DU VAR

# ARRETE MUNICIPAL PM-037-2024

## **Portant Occupation du Domaine Public** **Echafaudage et autorisation de** **stationnement**

Le Maire de la Roquebrussanne,

**VU** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et L.2122-18.

**VU** le Code de la route, notamment ses articles L.325-1 à L.325-3, L.411-1 et R.411-5, R.411-8 et R.417-10,

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var,

**VU** l'arrêté municipal n°2020/081 du 23 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures au 3<sup>ème</sup> adjoint, monsieur Jean-Pierre GOUJON,

**VU** l'arrêté municipale n°02/2020 en date du 20 octobre 2020 relatif aux règles de circulation et de stationnement,

**Considérant** la demande formulée le jeudi 08 février 2024 par monsieur Robert ZAMMIT concernant des travaux sur façade sis 37 avenue du Portail ainsi que coté parking.

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous les usagers de la voie publique,

**Considérant** qu'il appartient au Maire de réguler l'utilisation de la voie publique afin d'éviter les conflits d'usages.

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

Dans le cadre de travaux de réfection de façade, Monsieur Robert ZAMMIT est autorisé à installer un échafaudage à l'aplomb de la façade de l'immeuble sis 37 avenue du Portail 83136 La Roquebrussanne du vendredi 23 février 2024 à 08h00 au vendredi 15 mars à 18h00.

Afin de permettre le bon déroulement des travaux, les 3 places de stationnements situées à proximité immédiate des conteneurs de tri sis sur le parking des Aires sont interdites au stationnement du vendredi 23 février 2024 à 08h00 au vendredi 15 mars à 18h00.

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) sera mise en place par les permissionnaires. **De plus, le permissionnaire organisera une déviation piétonne vers le trottoir opposé afin d'assurer la sécurité continue des piétons.**

### **ARTICLE 2 :**

Tout stationnement constaté comme étant gênant donnera lieu à la rédaction d'un procès-verbal d'infraction ainsi qu'à la mise en fourrière du véhicule par la Police Municipale, ou la Gendarmerie Nationale, conformément aux conditions prévues aux articles L325-1 à L325-3 et L417-10 du code de la route.

### **ARTICLE 3 :**

Monsieur Luc ZAMMIT veillera à préserver les droits des tiers, sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de son activité. Il veillera par tous moyens à la sécurité des usagers.

Ils veilleront à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation.

En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en états aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 4 :**

La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour une raison d'intérêt général.

**Le présent arrêté n'octroie pas dérogation à l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var.**

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera affiché en mairie où le public pourra le consulter aux heures d'ouverture.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Maire, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication. L'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication ou à compter de la réponse de la commune si un recours gracieux a été déposé.

**ARTICLE 7 :**

Monsieur le Maire de La Roquebrussanne, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var et la Police municipale de la commune de La Roquebrussanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :**

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-2 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L. 2131-1 dudit code.

Fait à La Roquebrussanne, le jeudi 08 février 2024

Le Maire

Michel GROS

Et par délégation du Maire

Monsieur Jean-Pierre GOJJON, 3<sup>ème</sup> adjoint

